



HAL
open science

La question métropolitaine aux Etats-Unis

Cynthia Ghorra-Gobin

► **To cite this version:**

Cynthia Ghorra-Gobin. La question métropolitaine aux Etats-Unis : Nouveaux regards. L'Information géographique, 2005, IV (67), pp.6-20. halshs-00284848

HAL Id: halshs-00284848

<https://shs.hal.science/halshs-00284848>

Submitted on 5 Jul 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L' INFORMATION GEOGRAPHIQUE

Vol. 69 N°4 Décembre 2005

(Cet article sert d'introduction aux autres aux cinq articles qui constituent ce dossier)

Cynthia Ghorra-Gobin, CNRS directeur de recherche, enseigne à l'Institut d'Etudes Politiques (Paris) et à l'Université de Paris IV-Sorbonne.

LA QUESTION METROPOLITAINE AUX ETATS-UNIS : NOUVEAUX REGARDS

Résumé :

En ce début de XXI^e siècle, la métropolisation se présente comme une thématique en mesure de rendre compte de l'urbanisation en cours aux Etats-Unis ainsi que du changement d'échelle de la ville (désignée ville-région, *city-region*) sous l'effet de la restructuration économique. Après avoir mis en évidence les coûts sociaux induits par la métropolisation, le texte fait référence aux deux nouvelles catégories statistiques « *boomburbs* » et « aires micropolitaines » pour expliquer les résultats des élections présidentielles de 2004.

Mots-clés : métropolisation, coûts sociaux, fragmentation municipale, *urban sprawl*, Etats-Unis

En ce début de XXI^e siècle, la question métropolitaine s'avère une thématique opérante pour rendre compte de l'urbanisation en cours aux Etats-Unis. La métropolisation (*metropolization, metropolitanization*) renvoie en fait à deux processus complémentaires (Veltz 1996, Scott 2000, Storper 1998). Elle désigne l'avènement d'un système de villes et métropoles mondiales (*global city-regions ou world city-regions*) pilotant l'économie mondialisée¹ et renvoie alors à l'idée d'un réseau de villes entretenant d'étroites relations entre elles (par le biais notamment des entreprises). Les anglo-américains parlent de la *World City Network* (Taylor 2003). Mais ce même terme, « métropolisation » sert également à définir les transformations à l'échelle locale des modes de l'urbanisation sous l'effet de la stratégie de localisation des entreprises (parallèlement à la diffusion des technologies de communication et d'information et à la mondialisation de l'économie) et des ménages qui ont tendance à délaisser le noyau urbain central (en dehors des services aux entreprises globales et plus récemment de la recherche) au profit des banlieues (*suburbs*) et périphéries urbaines (*exurbs*). Après avoir précisé le terme métropolisation, mis en évidence les coûts sociaux qu'il induit et le discours en faveur de la métropolisation politique, cette introduction fait référence aux nouvelles catégories du recensement qui servent à identifier certains aspects de la métropolisation et qui en filigrane autorisent à avancer l'hypothèse d'une Amérique des villes dont les comportements des habitants sur la scène politique nationale sont bien différenciés de ceux d'une Amérique des banlieues, des périphéries urbaines et des campagnes.

¹. Le concept de "métropole mondiale" ou encore de "ville-région mondiale" est préféré à celui de ville globale et à celui de ville-monde. Ville globale met l'accent sur les activités de commandement de la ville dans le cadre de l'économie mondialisée pendant que ville-monde inclut également une dimension culturelle et politique, au-delà de la dimension économique. Quant à la ville-région mondiale, elle présente l'avantage de faire référence de manière précise à l'expression de recomposition territoriale qui touche l'ensemble de la région autour de la ville.

1-LA METROPOLISATION VUE AU TRAVERS DES COUTS SOCIAUX

Les chercheurs américains utilisent peu à présent le mot de « suburbanisation » mais lui préfèrent celui de « métropolisation » pour parler d'urbanisation dans la mesure où l'étalement urbain (*urban sprawl*) n'est plus une dynamique uniquement résidentielle mais concerne aussi la sphère économique.

1.1- Décrire l' « urban sprawl »

Le processus de la métropolisation se différencie de la *suburbia* et ne s'inscrit pas dans la continuité de la « métropole industrielle », deux termes qui renvoient à l'image d'une vaste banlieue résidentielle entourant une ville centre. Aussi certains comme Robert Fishman (1987) estiment que l'on est dans l'ère *postsuburbia* alors que d'autres comme Ed Soja (2000) préfèrent le terme de *postmetropolis* pour désigner cette nouvelle entité urbaine qui ne correspond plus au régime industriel fordiste et participe ainsi de la postmodernité. Toutefois ces deux termes *postsuburbia* et *postmetropolis* sont peu utilisés par les chercheurs et les médias qui préfèrent celui d'*urban sprawl* qui fait référence aussi bien à l'étalement spatial urbain qu'à l'émergence d'une nouvelle échelle régionale du marché du travail. A la suite de Joel Garreau (1991) et de Robert Lang (2003), les nouveaux territoires urbanisés sont d'ailleurs identifiés par les termes d'*Edge cities* ou d'*Edgeless cities*, selon la densité des emplois ancrés dans le tissu urbain. La métropolisation qui véhicule le sens d'une restructuration spatiale liée à la restructuration du marché du travail conduit à distinguer les territoires riches en emplois des territoires pauvres en emplois.

Dans ce contexte économique inédit où la métropolisation est perçue comme le support instrumentalisé de la mondialisation économique, l'expression *urban sprawl* renvoie à l'idée de l'extension spatiale de l'urbain ainsi qu'à celle du marché du travail. Elle véhicule un sens péjoratif que ne contenait pas le terme de *counterurbanization* utilisé dans les années 1980 pour signifier le déplacement des personnes et de l'emploi des centres vers les périphéries. Elle sous-entend l'effet d'une discontinuité spatiale (également véhiculée par *e-urbanization*) signale l'absence de toute structure dans ce processus d'étalement (Berry 1991). Avec l'*urban sprawl* le taux d'urbanisation des aires ou régions urbaines est en moyenne 2,5 fois supérieur à leur taux de croissance démographique. Entre les années 1970-1990, la métropole de Detroit a enregistré une croissance spatiale de 28% alors qu'elle connaît une diminution de son poids démographique. Les chiffres sont respectivement 55% et 5% pour Philadelphie, de 34% et 5% pour Boston, de 91% et 29% pour Washington DC. Le rythme de l'extension spatiale est toutefois moins marqué dans des métropoles qui comme Los Angeles et Phoenix connaissent une extension spatiale considérable depuis de nombreuses décennies. A San Francisco, le pourcentage est plus ou moins équivalent entre croissance spatiale et croissance démographique, mais la ville périphérique de San Jose (Silicon Valley) a atteint 1 million d'habitants alors que la ville centre se situe à 700.000 habitants en 2000.

Tableau 1:
Croissance spatiale et démographique de quelques métropoles (%) 1970-1990

Atlanta	161%	84%
Boston	34	5
Chicago	24	1
Detroit	28	-7
Houston	119	73
Los Angeles	25	37
Miami	36	57
Minneapolis- Saint Paul	47	22
New York	22	-1
Philadelphie	55	5
Phoenix	91	132
Pittsburgh	30	-9
San Diego	81	96
San Francisco	28	21
St. Louis	58	3
Washington DC	91	29

Source: Ce tableau est extrait d'un tableau plus long établi par Myron Orfield, *American Metropolitcs*, p.62

L' *urban sprawl* résulte certes de la stratégie spatiale des entreprises sous l'effet de la mondialisation économique mais relève aussi du comportement des municipalités suburbaines et périphériques qui mènent des politiques visant à attirer les entreprises et les ménages à haut revenus en pratiquant de faibles taux d'impositions. Il en résulte des phénomènes de *spatial mismatch* et *reverse commuting*. Le premier *spatial mismatch* renvoie à l'idée de l'inégal accès au marché du travail en raison de la localisation périphérique des entreprises, de la non-motorisation des individus habitant dans les centres-villes et de l'inexistence de transports en commun pour s'y rendre. Le second *reverse commuting* met en évidence la restructuration spatiale des flux de déplacements au profit des trajets banlieues-banlieues ainsi que l'usage presque exclusif de la voiture.

1.2- Les effets induits de la métropolisation: *Spatial Mismatch* et *Reverse Commuting*

La question des difficultés d'accès au marché du travail pour certaines catégories de populations habitant les centres-villes a été en fait introduite par les sociologues. John Kain fut le premier à mentionner l'expression *spatial mismatch* (1968) largement diffusée dans les années 90. Il a poursuivi sa réflexion dans un second article paru en 1994 dans lequel il a insisté sur la dépendance des pauvres vis-à-vis de l'aide sociale en prenant en compte trois facteurs: (1) le choix résidentiel extrêmement limité de populations pauvres contraintes d'habiter aux Etats-Unis les quartiers centraux des villes (*inner-cities*) (2) une constante dispersion des emplois en dehors des villes-centres des métropoles et au profit des périphéries et banlieues et (3) la non-motorisation de ces populations pauvres.

Cette hypothèse de la dépendance à l'égard de l'aide sociale ou encore de la difficulté

d'accès au marché du travail pour certains a été vérifiée par des études empiriques qui ont permis la reconnaissance d'une discrimination sociale et raciale dans le marché du logement -interdisant aux minorités pauvres d'avoir accès à des logements situés dans les banlieues et périphéries- alors que l'on assistait à une périphérisation de l'emploi qualifié et non-qualifié. Il en résulte pour les habitants non motorisés des quartiers centraux de sérieuses difficultés pour accéder à ces nouveaux emplois périphériques, compte tenu de l'inexistence de lignes de transports en commun faisant ce trajet (Cervero 1989, Farley 1995). La métaphore *spatial mismatch* soit le décalage spatial n'insiste pas trop sur le mode de fonctionnement du marché du logement mais met en cause la logique de localisation des entreprises au profit des périphéries pratiquement non desservies par les lignes de transports en commun et, de ce fait, non accessibles par les pauvres, généralement démunis de voiture.

Des économistes et des géographes ont repris à leur tour l'expression du décalage spatial et ont inventé celle du décalage de qualification, *skill mismatch*, pour bien signifier la restructuration économique des villes-centres. Ils ont confirmé la non-proximité spatiale entre les emplois peu qualifiés et la population au chômage mais ont également souligné le décalage entre la nature des emplois offerts dans les villes-centres des métropoles et le niveau de qualification de la majorité de la population résidant à proximité. Les emplois de la ville-centre relèvent du tertiaire supérieur et exigent des compétences dans les secteurs² de la finance, de l'assurance et du marché immobilier rarement atteints par les populations vivant dans le voisinage. Les experts des transports ont eux aussi pris la mesure de la restructuration économique qui a profondément touché la ville-centre et qui a favorisé l'extension spatiale du marché du travail à l'ensemble de la métropole en utilisant l'expression de *reverse commuting*. Ils ont souligné combien la structure spatiale des déplacements domicile-travail avait changé à partir d'un indicateur pertinent, la baisse du nombre d'usagers fréquentant les transports en commun dont le trajet et les horaires avaient souvent été fixés dans les années 60 et 70. Ils reconnaissaient que les flux de déplacements domicile-travail ne s'établissaient plus suivant la dynamique centrifuge, -soit des banlieues vers la ville-centre (concentrant l'essentiel des emplois lors de la période industrielle)- mais concernent les trajets de banlieues à banlieues. Les flux avaient désormais pour origine la banlieue ou la périphérie et pour destination la banlieue et/ou la périphérie (Cervero 1989).

Les notions de *spatial mismatch*, *skill mismatch* et *reverse commuting* donnent un éclairage précis sur les effets négatifs de la métropolisation tout en indiquant les processus d'exclusion sociale et spatiale. Le sociologue Paul Peterson souligna le premier dans les années 1990 le paradoxe de la persistance de la pauvreté en dépit d'une politique fédérale de lutte contre la pauvreté en utilisant l'expression d'"isolement spatial". Il estimait qu'il était certes possible de critiquer les programmes de l'aide sociale en raison de leur portée limitée (sur le plan financier comme sur le plan de la formation) mais qu'il fallait également prendre en compte la distance ou encore le décalage entre les modes de vie des classes moyennes (*American Way of Life*) et ceux des ghettos ou des *inner-cities neighborhoods* (quartiers défavorisés). Les mutations économiques des villes avaient déqualifié les anciens quartiers au profit de nouveaux territoires périphériques, un processus à l'origine de l'émergence d'une *underclass*, une population exclue du marché du travail et de la sphère de la consommation. En insistant sur l'"isolement spatial", Peterson fait le lien avec l'isolement social et la violence. Le sociologue William J. Wilson qui a également centré son analyse sur les populations habitant les quartiers déqualifiés, a mis l'accent sur le désarroi des populations vivant en dehors de tout lien au marché du travail et contraints de vivre repliés sur leurs communautés. D'où les problèmes de drogue et de violence.

². Les Américains utilisent l'acronyme FIRE pour désigner ces trois secteurs: *finance, insurance, real estate* .

1.3- Une métropolisation politique pour s'affranchir de la fragmentation municipale

Les chercheurs en sciences politiques comme Anthony Downs, Hans Savitch et Myron Orfield furent parmi les premiers à mettre l'accent sur les effets négatifs de la fragmentation municipale du territoire urbanisé. La métropolisation se présente en effet comme un contexte favorable à la rivalité entre gouvernements locaux et, de ce fait, à l'externalisation des coûts sociaux (Ghorra-Gobin 2002).

Le nombre de municipalités relevant d'une région urbaine se situe généralement autour de 100 mais ce chiffre peut varier en fonction de sa taille mais aussi de sa localisation géographique et de sa dimension historique. Les récentes métropoles du sud et de l'ouest détiennent moins de municipalités que celles de la côte est, mais la superficie des municipalités des anciennes métropoles est moins élevée que celle des nouvelles métropoles. Aussi Denver(Colorado) compte 54 municipalités et Houston (Texas) 88 alors que Boston et Pittsburgh en détiennent presque 400 et Philadelphie 415.

Tableau 2
La fragmentation municipale des métropoles

METROPOLE	NOMBRE DE MUNICIPALITES
Atlanta	101
Boston	394
Chicago	340
Detroit	276
Houston	88
Los Angeles	171
Miami	40
New York	725
Philadelphie	415
Phoenix	22
Pittsburgh	397
San Diego	18
San Francisco	102
Seattle	79
St. Louis	213
Washington DC	111

Source: Chiffres extraits du tableau de Myron Orfield, *American Metropolitanics*, p.160.

La métropolisation entraîne de sérieuses disparités sociales et spatiales entre les municipalités et parfois aussi au sein des municipalités. Quelques municipalités concentrent ainsi des ménages à haut revenus, des équipements commerciaux de qualité et des emplois tout en pratiquant une fiscalité raisonnable. Il revient alors à d'autres municipalités d'inclure des équipements sources de nuisances comme les usines d'incinération d'ordures ménagères (ou encore décharges publiques), ainsi que des quartiers d'habitation peuplés de personnes aux revenus limités appartenant à des minorités ethniques ou encore issus de l'immigration. Il arrive

aussi que ces municipalités mal loties pratiquent des taux de fiscalité plus lourds que les municipalités riches. Des municipalités suburbaines voire périphériques peuvent compter moins de 10% de la population totale de la métropole mais entre un quart (25%) ou un cinquième (20%) des superficies de bureaux.

La métropolisation qui se caractérise par la fragmentation municipale et des disparités entre municipalités est également propice à l'avènement de communautés privées (*gated communities*) qui s'organisent dans le cadre associatif (*Homeowners Associations*) pour assurer le financement de la sécurité et d'équipements sportifs, tout en évitant toute forme de redistribution (McKenzie, 1992). Les habitants des municipalités riches savent par ailleurs s'organiser politiquement pour préserver leur cadre de vie comme les habitants du comté de Loudun (Virginie) qui ont refusé l'implantation d'un parc à thème à proximité de chez eux ou encore le comté de Ventura (Californie du sud) qui a adopté une limite à l'urbanisation. Ils se donnent les moyens pour prévenir la construction de tout équipement ou encore de tout projet immobilier susceptibles de limiter la valeur foncière de leurs biens. Les riches municipalités de la Silicon Valley ont réussi à bloquer la construction de tout immeuble résidentiel afin d'y préserver l'homogénéité de la construction fondée sur le principe de la maison individuelle entourée d'un grand jardin. Cette mobilisation qualifiée de *NIMBY* (*not in my backyard*) favorise la hausse des prix immobiliers et fonciers tout en préservant la qualité de vie de municipalités riches.

Décrire le phénomène *urban sprawl* comme une situation proche du "désordre urbain" (pour éviter le terme de chaos) exige de se donner les moyens d'y remédier. Parmi les chercheurs, citons Myron Orfield et Anthony Downs qui n'hésitent pas à revendiquer l'émergence d'une vie politique à l'échelle de la région urbaine en vue de réguler un marché du travail fonctionnant à cette même échelle. Un conseil métropolitain issu du suffrage universel aurait pour objectif de guider l'implantation des entreprises et des équipements commerciaux, limiter l'extension spatiale du phénomène urbain, rationaliser l'offre de services urbains, assurer une redistribution des revenus fiscaux entre les différentes municipalités et se lancer dans des programmes d'investissement ne se limitant pas aux seules infrastructures mais touchant au capital social (notamment par le biais de l'éducation et de la formation). L'invention d'une métropolisation politique -qui exige l'initiative de l'Etat- s'avère un moyen efficace pour faire face à l'*urban sprawl*. Myron Orfield utilise le mot *metropolitics* pour désigner l'invention d'une vie politique à l'échelle du marché du travail, après avoir mis en évidence les inégalités spatiales et les coûts sociaux. Cet argument plaide en faveur d'une supracommunalité qui dépasse le cadre institutionnel de l'intercommunalité dans la mesure où ce dernier ne relevant pas du suffrage universel direct ne peut affirmer son efficacité.

II- LA METROPOLISATION VUE AU TRAVERS DES CATEGORIES STATISTIQUES

Au cours du XXe siècle l'administration fédérale avait pris l'habitude de différencier au sein de la population totale, la population métropolitaine et la population non-métropolitaine. L'aire métropolitaine se compose d'une ville centre (dont la population est au moins égale à 50.000 habitants) entourée de banlieues principalement résidentielles dont l'ensemble se caractérise par une continuité urbaine dans le paysage ainsi que par des flux de déplacements pendulaires. L'aire non-métropolitaine correspond aux zones rurales mais inclut aussi l'habitat dispersé urbain³. Dans le but d'appréhender le phénomène de la métropolisation (qui ne touche pas que les grandes métropoles), l'administration fédérale vient d'inventer deux catégories statistiques: les aires micropolitaines et les *boomburbs* (banlieues en pleine croissance). Ces deux catégories ont déjà été utilisées par des chercheurs qui sur la base des résultats des élections présidentielles de 2004 ont mis en évidence une Amérique des villes différente d'une Amérique du périurbain (*outer suburbs et exurbs*) et des campagnes.

2.1- Un nouvel appareil statistique

Pour l'administration fédérale, la population américaine se répartit désormais en deux ensembles: -(1) un premier sous-ensemble incluant aires métropolitaines et aires micropolitaines est intitulé *core-based statistical areas*

-et (2) un second sous-ensemble constitué par un habitat relativement dispersé et éloigné des agglomérations est qualifié de *non-core-based statistical areas*.

les aires micropolitaines

Le premier sous-ensemble qui représente 93% de la population compte 361 aires métropolitaines (MetroSAs= Metropolitan Statistical Areas) 573 aires micropolitaines (MicroSAs= Micropolitan Statistical Areas). Le processus de la métropolisation ne touche pas uniquement les métropoles mais aussi les petites et moyennes villes, d'où l'emploi de « micro ». Les 573 aires micropolitaines comptent 28 millions d'habitants et représentent 1/5 des comtés, soit 690 comtés au total. L'aire micropolitaine se différencie de l'aire métropolitaine par la configuration d'un noyau central plus limité dont la population varie entre 10.000 et 50.000 personnes. Elle peut se situer, en fait, dans un territoire mi-urbain mi-rural. La population des aires micropolitaines va de 13.000 habitants comme à Andrews (Texas) à 180.000 habitants comme à Torrington (Connecticut). Les aires métropolitaines ont un noyau central de 50.000 habitants au moins comme Carson City (Nevada) et peuvent inclure jusqu'à 18,3 millions d'habitants comme New York-Northern New Jersey-Long Island (NY, NJ, PA).

³. Lors du recensement de 2000, les aires métropolitaines représentaient 80,4% de la population et les aires non-métropolitaines 19,6% de la population. Les chiffres proviennent du site du bureau du recensement <<http://www.census.gov>> et notamment le document intitulé "Population Change and Distribution".

Tableau 3:
Les aires métropolitaines et micropolitaines

	Nb Comtés	%Territoire	Population	%Population
1) Core-based statistical Areas				
Aires				
Métropolitaines	1089	25,3%	232.579.940	82,6%
Aires				
Micropolitaines	690	20,3%	29.412.298	10,5%
2)				
Non-core based statistical area				
(rural profound)	1362	54,4%	19.429.668	6,9%

Source: Bureau du recensement 2003

L'Etat qui possède le plus grand nombre d'aires micropolitaines est le Texas (41) suivi de l'Ohio (29). La Californie vient au 29e rang avec 9 aires micropolitaines. Le Massachusetts n'en compte aucune.

-Les "*boomburbs*" (banlieues en pleine croissance) des aires métropolitaines:

Toujours dans le but de mieux saisir la dynamique démographique des aires métropolitaines, l'administration fédérale a défini à partir de trois critères la catégorie "*boomburb*"⁴. Toute municipalité de plus de 100,000 habitants, qui par ailleurs ne figure pas parmi les plus importantes d'une aire métropolitaine et dont le taux de croissance est supérieur à 10% pour la décennie 1990 peut se qualifier de "*boomburb*" (BB). Entre 2000/2003, le taux de croissance des BB fut de 7,2% soit trois fois celui des villes/municipalités de même taille. Le pays compte 53 *boomburbs*, soit une population de 9,4 millions de personnes, un chiffre supérieur à la population de la métropole de Chicago. Les BB représentent 1/4 des villes dont la population varie entre 100.000 et 500.000 habitants. La municipalité de Mesa (Arizona) qui inclut 432.376 habitants, (un chiffre supérieur à celui de la ville d'Atlanta habitée par 423.000 personnes) se situe au premier rang des BB pour son poids démographique. Elle est suivie d'Arlington (Texas) 355.000, Santa Ana (Californie) 342.000 et Anaheim (Californie) 332.000. La plupart des BB sont localisés dans le sud-ouest du territoire américain: Los Angeles, Dallas et Phoenix en incluent 60%.

Les BB correspondent le plus souvent à des municipalités ayant accueilli de vastes lotissements, comprenant aussi des lotissements fermés (ou *gated communities*) réalisés par de grands promoteurs comme Centex Homes, D.R.Horton, Kaufman & Broad, Lennar et Pulte Homes. On note aussi qu'en 2003, 67.117 permis de construire ont été accordés à des BB (dont les trois quarts pour la réalisation de maisons individuelles). Les quatre premières BB pour leur taux de croissance (2000/2003) sont dans la région de Phoenix (Arizona) avec Chandler et

⁴. Le mot "boom" évoque le taux de croissance rapide et "burb" se veut une contraction de suburb.

Gilbert ainsi que dans celle de Las Vegas (Nevada) avec North Las Vegas et Henderson. Cinq des 10 premières BB pour leur taux de croissance (entre 2000 et 2003) se retrouvent en Californie du sud: quatre dans la métropole de Los Angeles avec Irvine, Rancho Cucamonga, Fontana, Corona et une dans la métropole de San Diego avec Chula Vista. Gilbert (Arizona) qui comprenait 145.000 habitants en 2003 a enregistré un taux de croissance de 32% entre 2000 et 2003.

2.2- Une grille de lecture des élections présidentielles

Quelques médias ont fait usage des deux catégories du recensement -les aires micropolitaines et les *boomburbs*- pour établir une corrélation entre la question métropolitaine et les résultats des élections.

Le président Bush l'a emporté dans 474 aires micropolitaines sur un total de 573 et il a emporté 61% de la population totale des BB contre 39% à Kerry. Ce pourcentage est un indicateur du poids des aires micropolitaines et des boomburbs pour le président Bush. En effet la répartition spatiale du votes est différente du vote populaire qui s'est établi de la façon suivante: 51% pour Bush et 48% pour Kerry (échelle nationale). Dans l'Ohio, le fameux swing state⁵, Bush a emporté le vote dans 27 des 29 aires micropolitaines que compte l'Etat alors que Kerry a gagné la majorité des votes dans les villes. Mais avec les aires micropolitaines, le candidat Bush a réussi à avoir une avance de 135.000 voix et il a emporté tous les grands électeurs de cet Etat. Rappelons que d'après la loi américaine, le candidat qui recueille le plus grand nombre de voix sur l'ensemble du territoire de l'Etat recueille également l'ensemble des Grands Electeurs de ce même Etat. Dans l'Ohio, on peut dire que les aires micropolitaines ont été déterminantes pour la victoire du candidat Bush⁶.

Une analyse de la catégorie *boomburb* souligne également le poids républicain des nouvelles franges urbaines. Sur les 54 BB du pays qui comptent 9,4 millions d'habitants et qui représentent 26 comtés, le président Bush a gagné 15 des 26 comtés incluant les BB. Les médias intitulent les "*Bushburbs*", comme le comté de Collin (Texas) où Bush a emporté 71% des votes. Quant aux BB qui ont voté pour Kerry et qui sont plutôt situées près de la côte, elles sont dénommées "*Kerrytopias*" parce qu'elles correspondent plus à des sites de villégiature. Le quotidien *Los Angeles Times* a par ailleurs mené une étude sur les 100 premiers comtés de la nation pour leur taux de croissance (quelle que soit leur taille), la plupart d'entre eux se qualifiant de péri-urbains (*exurban*). Le président Bush l'a emporté dans 97 comtés sur les cent, soit 1,72 millions de voix ce qui représente la moitié des 3,5 millions de voix qui ont fait la victoire du candidat Bush dans le vote populaire⁷.

⁵. L'expression "*swing state*" désigne tout Etat dont le résultat des élections est peu prévisible avant le vote. On parle d'Etat indécis. L'Ohio est en outre désigné par l'adjectif fameux parce que les résultats des élections dans cet Etat correspondent depuis longtemps aux résultats nationaux.

⁶. Pour plus de détails cf. Haya El Nasser, "Small-town USA goes 'micropolitan'", *USA Today*, 29/07/2004 et "For Political Trends, Think Micropolitan", *USA Today*, 30/11/2004. Consulter également l'article de Jon Gertner "The Micropolis", *New York Times* 30/12/2004.

⁷. Le président Bush a remporté 3,5 millions de voix de plus que le sénateur Kerry: 58,3 millions d'électeurs (51% des votes) et 286 Grands Electeurs ont voté pour Bush contre 55,1 millions d'électeurs (48%) et 252 Grands Electeurs pour Kerry. Consulter Ronald Brownstein et Richard Rainey, "GOP Plants Flags in New Voting Frontier: Bush's huge victory in the fast-growing areas

Les Etats-Unis ne se qualifient plus comme une nation urbaine ou rurale mais comme une nation suburbaine⁸ caractérisée par un étalement urbain (*urban sprawl*) où règne le principe de la maison individuelle, l'incarnation du rêve américain. La métropolisation et plus précisément la périurbanisation participent de l'avènement de la Nouvelle Economie, soit une économie reposant sur l'usage des technologies de communication et d'information. Comme les investissements dans les technologies de l'information se poursuivent et que le e-commerce connaît une forte croissance, la décentralisation (ou desserrement) des emplois s'accélère. Dès le début de la décennie 1990, 57% des superficies de bureaux étaient localisés dans les banlieues contre seulement 25% vingt ans plus tôt. La ville de Milwaukee a perdu 14.000 emplois entre 1979 et 1994 pendant que les banlieues proches (*inner-ring suburbs*) en ont gagné 4.800 et les banlieues lointaines (*outer-ring suburbs*) 82.000. Il en est de même pour le District de Columbia (ville de Washington DC) où le pourcentage des emplois qui représentait 33% des emplois de la région urbaine en 1990 est passé à 25% en 2000. La localisation des emplois dans les banlieues (30km du centre environ) autorise ainsi les populations à s'installer encore plus loin du centre-ville parfois jusqu'à 75 km.

Tableau 4:
Répartition spatiale des superficies de bureaux dans la métropole de Detroit

Detroit	1999	Avant 1980
Pourcentage des superficies de bureaux		
Downtown	21,3%	55%
<i>Edge Cities</i>	39,6%	26,1%
_Troy	17,3%	5,1%
_Southfield	22,3%	21%
<i>Edgeless Cities</i> (emplois diffus)	39,1%	19%
Total	100%	100%

L'univers suburbain et surtout périurbain (en pleine croissance) ainsi que les campagnes (7% de la population totale) ont voté pour Bush pendant que les habitants des villes ont voté pour Kerry.

beyond the suburbs alters the political map", *Los Angeles Times* 30/11/2004.

⁸. Le recensement de 1990 a qualifié la société américaine de suburbaine dans la mesure où il faisait le constat qu'une majorité de la population vivait désormais en banlieue. Voir C. Ghorra-Gobin, *Villes et société urbaine aux Etats-Unis*, Paris, Colin, 2003, ainsi que C. Ghorra-Gobin, "Election présidentielle: Bill Clinton et la société suburbaine", *Le Monde* 30 octobre 1996.

2.3- L'Amérique démocrate ou l'archipel des villes

Ce clivage entre l'Amérique des villes et l'Amérique suburbaine, périurbaine et rurale s'explique certes en raison des différences dans les représentations du monde et du rôle de leur pays dans le monde mais aussi de leurs attentes respectives en matière de services urbains. Les Américains des villes considèrent les Etats-Unis comme une source de lumière et de progrès social, estiment nécessaires l'encadrement de leur vie quotidienne par les institutions gouvernementales et pensent que les Etats-Unis devraient dialoguer avec le reste du monde sur la base d'une diplomatie et de traités internationaux en faveur de l'aide aux pays déshérités. Par contraste les Américains suburbains, périurbains et vivant dans les campagnes portent un autre regard sur la place du gouvernement et perçoivent le progrès social comme étant allé trop loin, comme le droit à l'avortement et ceux des homosexuels. Ils se méfient des institutions internationales et estiment que les Etats-Unis ont le moyen de prôner un nouvel ordre mondial en défendant les principes de la démocratie de représentation, quitte à utiliser les armes. Les Américains des villes sont plus enclins à l'isolationnisme et ont conscience des risques mais aussi des coûts liés à tout engagement militaire. En effet tout accroissement du budget militaire ne peut se faire qu'au détriment de l'aide de l'Etat fédéral aux Etats et aux villes pour financer l'offre de services urbains comme le transport en commun, le service social ou le service médical. Or cette baisse de prestations des services urbains ne concerne pas les Américains vivant dans les campagnes et périphéries urbaines qui souvent bénéficient d'une offre privée de services urbains et qui, de ce fait, sont fiers de proclamer que défendre les valeurs est bien plus noble que de défendre les services urbains dans les villes.

Se référer aux deux catégories statistiques que sont les aires micropolitaines et les *boomburbs* qui représentent au total 37,4 millions de personnes (pour une population totale de 290 millions) autorise à établir une relation entre la victoire du président Bush lors des élections de novembre 2004 et l'*urban sprawl*. Les Etats disposant de grandes villes ont voté pour Kerry et les Etats ayant voté pour Bush sont marqués par la dynamique du phénomène périurbain et la progression d'une frontière urbaine (l'*urban sprawl*). Dire que la "nouvelle frontière" urbaine a résolument voté en faveur de Bush ne signifie pas non plus qu'il faille tomber dans un déterminisme géographique. On connaît encore mal les différences entre l'Amérique des villes et l'Amérique du périurbain et des campagnes. La victoire de Bush symbolise tout compte fait l'avènement d'une catégorie de décideurs américains n'ayant jamais fait l'expérience de la ville.

& & &

C'est dans cette perspective métropolitaine que s'inscrivent les cinq thèmes développés dans les articles suivants.

Les Gated Communities qui présentent une part de plus en plus importante de l'immobilier récent aux Etats-Unis participent du développement péri-urbain. Elles s'expliquent en raison de l'intensité des flux migratoires (clandestins et immigrés légaux) qu'enregistrent les régions urbaines, de la quête de tranquillité et de sécurité des ménages mais aussi de la difficulté (plan financier) des municipalités à urbaniser de nouveaux territoires. Dans la plupart des cas, ces dernières accueillent favorablement les promoteurs qui à moyen terme leur assurent de nouveaux contribuables. Mais les GC présentent l'inconvénient de renforcer la ségrégation sociale et raciale comme le souligne Renaud Le Goix.

La thématique de la ségrégation sociale, ethnique et raciale indissociable du fait urbain américain est toujours d'actualité. Les chercheurs l'étudient en se dotant d'outils précis, comme l'indice de dissimilarité ou l'indice d'isolement, ce qui leur permet d'être précis dans leur analyse de chacun des groupes ethniques et raciaux qui composent l'urbain. Aussi comme le souligne Frédéric Douzet, on peut parler de « déségrégation » des Africains-Américains alors que l'« hyperségrégation » des Hispaniques s'observe dans les deux premières villes de la nation (New York et Los Angeles). Elle conclut en signalant l'émergence de quartiers mixtes incluant des Blancs, des Noirs, des Asiatiques et des Hispaniques alors que des populations blanches choisissent de s'installer dans les lointaines périphéries.

La métropolisation ou encore l'« urban sprawl » pose le problème de la dégradation de l'environnement naturel ou encore celui de sa disparition au profit de l'urbain. Au travers de l'étude de cas du « Littoral National du Cap Cod », Claire Leduc met en évidence la difficulté de gestion du parc naturel qui se doit d'accueillir les « touristes » venus de la Megalopolis dont le chiffre s'élève à 4 millions de visites récréatives par an (entre 2000 et 2004).

Mais si la dynamique de la métropolisation a détrôné le principe de la centralité au profit du polycentrisme, il n'en demeure pas moins que certaines villes comme San Francisco, ont réussi à maintenir leur pouvoir d'attraction, au travers d'une politique volontariste de reconquête urbaine comme le démontre Frédéric Leriche. Un comité d'experts californiens a effet choisi en juin 2005 San Francisco pour héberger l'institut pour la recherche sur les cellules souches embryonnaires (Stem Cell Institute). Le financement de cette recherche provient des contribuables californiens qui l'ont voté lors du référendum organisé par le gouverneur Schwarzenegger à l'automne 2004. Précisons que l'Etat fédéral ne finance pas ce type de recherche et que San Francisco risque ainsi d'attirer des chercheurs du Massachusetts.

La métropolisation participe de l'émergence de villes ou métropoles mondiales comme l'illustre l'article de Guillaume Poirer. Dans l'univers des métropoles nord-américaines, Toronto s'affirme comme capitale canadienne pour les activités tertiaires et pour les marchés financiers. Depuis une dizaine d'années, elle tend ainsi à détrôner Montréal.

REPERES BIBLIOGRAPHIQUES

- Atkinson R.D. & P.D. Gottlieb, *The Metropolitan New Economy Index*,
<<http://www.ppionline.org/>> (site du Public Policy Institute)
- Berry B.J.L., Urbanization and counterurbanization, *Urban Affairs Annual Review* #11, 1991, 76-92.
- Castells M., *The Informational city: Information Technology, Economic Restructuring and the Urban-Regional Process*, Basil Blackwell, 1991.
- Cervero R., *America's Suburban Centers: The Land-Use Transportation Link*, Boston, Mass, Unwin Hyman, 1989.
- Downs A., *New Visions for Metropolitan America*, WDC, Brookings Institution press, 1994.
- Garreau J., *Edge City, Life on the New Frontier*, NY, Anchor Books, 1991.
- Ghorra-Gobin C.,
- "Les villes américaines à l'heure de la métropolisation", in *L'Information Géographique*, vol.65, Mars 2001, 1-17.
- "La métropole entre *balkanisation* et *metropolitics*", in *La fragmentation en question* sous la direction de Fr. Navez-Bouchanine, Paris, L'Harmattan, 2002, 223-231.
- *Villes et société urbaine aux Etats-Unis*, Paris, Colin, 2003.
- Gutfreund O. D., *Twentieth-Century Sprawl: Highways and the reshaping of the American landscape*, Oxford University press, 2004.
- Jargowsky P.A., *Poverty and Place: Ghettos, Barrios, and the American City*, NY, Russel Sage Foundation, 1997.
- Jencks C. & P.Peterson (ed.), *The Urban Underclass*, Washington DC, The Brookings Institution, 1991.
- Kain J., "Housing Segregation, Negro Employment, and Metropolitan Decentralization", *Quarterly Journal of Economics*, 1968, 82, 175-197.
- Kain J., "The Spatial Mismatch Hypothesis: Three Decades Later", *Housing Policy Debate*, 3, 1994, 371-462.
- Katz B. & R.E.Lang, *Redefining Urban and Suburban America: Evidence from Census 2000*, Washington DC, Brookings Institution Press, 2003.
- Lang R.E., *Edgeless Cities: Exploring the Elusive Metropolis*, Washington DC, Brookings Institution Press, 2003.
- Orfield M., *Metropolitics: A Regional Agenda for Community Stability*, Brookings Institution press, 1997.
- Sassen S., *The Global City: New York, London, Tokyo*, Princeton University press, 1991.
- Savitch H.V., D.Collings, D.Sanders, and J.P.Markham, "Ties that Bind: Central Cities, Suburbs, and the New Metropolitan Region", *Economic Development Quarterly*, 1997, 7(4), 341-57.
- Scott A., *Global City-Regions: Trends, Theory, Policy*, Oxford University press, 2001.

Storper M., *The Regional World: Territorial Development in a Global Economy*, New York, The Guilford press, 1997.

Taylor P.J., *World City Network: A Global Urban Analysis*, Londres, Routledge, 2003.

Veltz P., *Mondialisation, Villes et Territoires: l'Economie d'Archipel*, Paris, PUF, 1996.

Wilson W.J., *When Work Disappears: The World and the New Urban Poor*, NY: Vintage Books, 1996.